



## DÉCLARATION LIMINAIRE CSAL du 23 septembre 2026

Madame la Présidente,

L'année 2026 est d'ores et déjà, marquée par des piratages sans précédent et des défaillances informatiques à répétition qui entachent gravement, la crédibilité et l'image de la DGFIP.

La cyberattaque massive révélée par la presse le 13 août dernier (avec trois vols distincts de données touchant les particuliers et les professionnels, le cadastre et les successions vacantes) est venue fragiliser un peu plus les agent-es.

Et c'est dans cette insécurité numérique la plus totale que la facturation électronique est déployée depuis le 1<sup>er</sup> septembre !

Face à ce naufrage annoncé, **la CGT Finances Publiques revendique :**

- **Une pause immédiate** dans le déploiement de la facturation électronique ;
- **L'exclusion des 43 plateformes non domiciliées en France** (certaines étant situées hors de l'Union Européenne ou dans des paradis fiscaux comme Chypre) sur les 147 agréées ;
- **La construction d'une plateforme publique unique**, contrôlée et gérée par des services internes disposant des effectifs et des moyens nécessaires.

Depuis janvier, la liste des dysfonctionnements informatiques à la DGFIP se multiplie : ordinateurs bloqués, applications indisponibles, piratage de salons « privés » sur TCHAP (la messagerie sécurisée interministérielle)...

En février, la panne de l'application HELIOS liée à une défaillance matérielle a mis en lumière l'absence intolérable de « Plan B ». Si le sursaut et l'engagement professionnel des équipes ont permis d'éviter le pire à l'approche de la paye des agents territoriaux, c'est au prix d'efforts considérables et épuisants pour les personnels.

Au printemps dernier, une fuite massive de données touchait le fichier FICOBA, exposant 1,2 million de comptes bancaires.

On nous répète que le «risque zéro» n'existe pas, nous en sommes tous conscients.

Mais nous ne passerons pas sous silence les arbitrages politiques d'austérité qui déstabilisent et affaiblissent méthodiquement nos services : **les moyens budgétaires alloués à la sécurité informatique restent largement insuffisants !**

En parallèle, est développée LumIO, l'application d'intelligence artificielle de la DGFIP, au coût financier exponentiel alors que nous avons déjà des difficultés pour assurer la sécurité de nos propres systèmes informatiques.

Dans son aveuglement, la DGFIP s'entête et le passage en force de la facturation électronique va offrir un nouvel eldorado aux cybercriminels.

Pendant ce temps, la direction poursuit sa trajectoire aveugle : le passage au nouveau référentiel des emplois et les nouvelles restructurations du réseau «Le NRP2 Horizon 2027-2030» sont autant de mauvais coups portés aux personnels.

Les résultats de l'Observatoire interne parlent d'eux-mêmes et la situation ne risque pas de s'améliorer :

- L'état d'esprit des équipes reste marqué par le désabusement et la fatigue ;
- La baisse de la motivation inquiète désormais **56 % des répondant-es** ;
- Les collègues subissent des changements dont ils et elles se sentent exclu-es, ce qui pèse lourdement sur le moral.

Certes, le sentiment de délivrer un service de qualité semble progresser (de 62 % à 69 %), mais avec la multiplication des pannes et les réformes destructrices en cours, la réalité risque d'être bien différente.

Pour les agent-es, les priorités sont claires et n'ont pas changé : **des moyens humains à la hauteur des missions, une réelle écoute, une communication transparente et une juste reconnaissance salariale.**

Comme l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique, la **CGT Finances Publiques** appelle l'ensemble des agent-es à se mobiliser massivement par la grève et les manifestations **le 29 septembre prochain**, pour une Fonction publique au service de l'intérêt général et le respect du travail des agent-es publics.